

Communiqué de presse

Zurich, le 28 avril 2021, 9h00

KOF-NZZ Enquête auprès des économistes: une large majorité d'économistes suisses opposée à une réduction rapide de la dette

En avril, le KOF et la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) ont interrogé des économistes concernant les aides publiques dans le cadre de la crise liée à la pandémie du Corona virus et sur l'avenir des finances publiques. Le résultat de l'enquête montre que quasiment aucun économiste ne pense que le frein à l'endettement doit être appliqué de manière stricte. Les 167 participants à l'enquête s'accordent également à dire qu'il faut éviter les coupes budgétaires dans la sécurité sociale, l'éducation et la recherche.

Depuis le début de la crise liée à la pandémie du Corona virus, un débat s'est engagé autour de la question du niveau global de l'aide publique aux entreprises et aux employés en Suisse, à savoir, dans quelle mesure celui-ci est-il approprié. La majorité des chercheurs en économie interrogés se sont prononcés en faveur d'un soutien public large, comme le chômage partiel, les garanties pour les entreprises ou les allocations pour pertes de revenu pour les indépendants. Moins de la moitié des participants considèrent que jusqu'à présent le volume des aides d'État a été approprié durant la pandémie. Près de la moitié d'entre eux considèrent également que le volume est trop faible ou plutôt faible. Seule une petite part d'entre eux considère que les mesures sont trop étendues.

La majorité des économistes en faveur d'un programme fiscal

En Suisse, un programme fiscal tel que celui lancé aux États-Unis n'est pas d'actualité. Le bien-fondé d'un tel programme dépend de l'évolution de la récession, de la manière dont l'économie se rétablira, de la justification de dépenses publiques supplémentaires et de l'éventualité d'une pression inflationniste. Les avis des économistes interrogés divergent. Près de la moitié d'entre eux considèrent qu'un programme fiscal est (plutôt) raisonnable, plus d'un tiers (tendent à) la rejeter, tandis que les autres ne veulent pas prendre parti.

Les économistes conseillent la patience s'agissant de la réduction de la dette

Le frein à l'endettement, entré en vigueur en 2003, exige que le gouvernement fédéral stabilise la dette fédérale nominale sur un cycle économique. Les économistes ont été interrogés sur la manière dont le gouvernement fédéral devrait, d'un point de vue économique, gérer au mieux l'augmentation de la dette résultant de la crise liée à la pandémie du Corona virus. Une première option consiste à réduire la dette sur six ans, ce qui nécessiterait d'importants excédents structurels. Cependant, on peut se demander d'une part si des excédents aussi élevés seraient faisables et, d'autre part, la pression à l'épargne pourrait ralentir la reprise économique. Par conséquent, seuls 6 % environ des économistes recommandent cette option. Par ailleurs, en vertu de la loi sur les finances, l'Assemblée fédérale peut prolonger le délai de réduction de la dette dans des cas particuliers, ce qui signifie que des excédents structurels moins élevés seraient nécessaires - mais sur une plus longue période. C'est la réponse la plus fréquemment choisie par les économistes (plus de 40% d'entre eux). En revanche, environ un participant sur cinq est favorable à une compensation de la dette liée à la pandémie du Corona virus avec le compte de compensation, de sorte que seule une partie de la dette devrait être réduite. Une autre option privilégiée est la suspension du frein à l'endettement et, par conséquent, l'absence de réalisation obligatoire d'excédents structurels au cours des années suivantes. Près de 30% des économistes ont choisi cette option.

Hors de question de réduire les dépenses en matière de protection sociale, d'éducation et de recherche

Une autre question vise à savoir quelle est la mesure spécifique privilégiée par laquelle la Confédération devrait réduire sa dette. Si un bon cinquième des économistes préfèrent une réduction des dépenses, plus de la moitié sont en faveur d'une augmentation des recettes. Une augmentation de l'impôt sur les bénéficiaires est considérée comme étant la plus appropriée. Une mesure relativement privilégiée du côté des dépenses est la réduction des dépenses de l'administration publique. Pour les participants à l'enquête, il est hors de question de réduire les dépenses en matière de sécurité sociale ainsi que les dépenses d'éducation et de recherche.

Les KOF-NZZ Enquêtes auprès des économistes portent sur des sujets pertinents pour la politique économique en Suisse et sont un moyen permettant de faire connaître au public les opinions des chercheurs en économie. Le partenaire médiatique du KOF pour la préparation et l'interprétation de cette enquête est la Neue Zürcher Zeitung (NZZ). En avril, le KOF et la NZZ ont mené une enquête sur les aides d'État dans le cadre de la crise du Corona et l'avenir des finances publiques. 841 économistes ont été contactés. 167 d'entre eux, provenant de 16 institutions, ont répondu à cette enquête.

De plus amples informations sur cette enquête et une représentation graphique des résultats sont disponibles ici :

<https://kof.ethz.ch/fr/enquetes/enquetes-aupres-des-experts/enquetes-aupres-des-economists.html> →

Contacts :

Klaus Abberger | abberger@kof.ethz.ch

Nina Mühlebach | muehlebach@kof.ethz.ch

Florian Eckert | eckert@kof.ethz.ch

KOF Corporate Communications | kofcc@kof.ethz.ch